

Délibération n° 2017-04-06/11

Objet : Créances admises en non-valeur – Budget de la commune

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

VILLE DE PEROLS

CONSEIL MUNICIPAL DU 6 AVRIL 2017

L'an deux mille dix-sept, le six avril,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 31 mars 2017, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

Présents : J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - M. Pellet - J.M Malek - P. Nivresse - O. Boudet - B. Rodriguez - S. Riscal - A. Conesa - F. Boyer - J.M Leiendeckers - B. Deltour - G. Della Ragione - A. Estève - C. Prost - A. Jamet - B. Lledo - I. Gianiel

Absents représentés : J. Taverne excusée pouvoir à X. Mirault - C. Moreteau excusée pouvoir B. Rodriguez - G. Riguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - M. Litton excusé pouvoir à J.M Malek - R. Casas Mateu excusé pouvoir à F. Bertouy - C. Germain excusée pouvoir à C. Prost - S. Waselynck excusé pouvoir à A. Jamet.

Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances et à la commande publique, rapporte :

La Trésorerie municipale de Mauguio a présenté à la Collectivité l'état de créance à présenter en non-valeur pour laquelle un mandatement de régularisation au compte 6541 éteint la créance et stoppe la procédure de mise en recouvrement : recouvrement impossible : échec de la phase comminatoire, oppositions à tiers détenteur bancaires négatives, mise en demeure de payer avec accusé de réception non réclamée le 28 août 2015, saisie vente revenue PVP le 17 janvier 2017.

Il y a lieu de procéder à cette écriture comptable pour le titre référencé comme suit :

- Titre 509 de 2014 « Le new private gym SARL », relatif à la taxe locale sur la publicité extérieure, pour un montant de 762,00 €.

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- procéder au mandatement de régularisation afin d'éteindre la créance irrécouvrable
- inscrire la dépense au budget 2017 de la Commune.
- dire que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 6 avril 2017
Le Maire
Jean-Pierre RICO

